

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
35e séance
tenue le
vendredi 8 novembre 1991
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 35e SEANCE

Président : M. AL-SHAALI (Emirats arabes unis)

SOMMAIRE

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES
ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT SOCIAL (suite)

- a) QUESTIONS RELATIVES A LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX
JEUNES, AUX PERSONNES AGEES, AUX PERSONNES HANDICAPEES ET A LA
FAMILLE (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 93 DE L'ORDRE DU JOUR : DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.3/46/SR.35
4 décembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (*suite*) (A/46/3 (chap. VII, sect. H) et Add.1, A/46/12 et Add.1, A/46/134 et Corr.1, A/46/139, A/46/323-S/22836, A/46/344, 371, 428 à 435, 471, A/46/501/Rev.1, 568, 612)

1. Mme LAFONTANT-MANKARIOUS (Etats-Unis d'Amérique) salue les initiatives du Haut Commissaire en vue d'assurer la mise en oeuvre immédiate de la capacité d'intervention du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en cas d'urgence. Ces initiatives portent essentiellement sur un financement suffisant et souple, le déploiement d'un personnel qualifié et le stockage de fournitures essentielles. La délégation des Etats-Unis a soutenu les efforts que le HCR a accomplis en matière de secours d'urgence en mettant au point et en finançant un programme de formation à la gestion des situations d'urgence, et elle se félicite que l'on ait récemment doublé le montant du Fonds extraordinaire du HCR. La contribution supplémentaire que le Gouvernement des Etats-Unis a apportée dernièrement en réponse à l'initiative du Haut Commissaire aidera à mettre en place des dispositifs de stockage pour améliorer les délais de livraison de l'assistance d'urgence. La principale préoccupation de la délégation des Etats-Unis reste la mobilisation rapide d'un personnel en nombre suffisant pour répondre aux besoins immédiats résultant des nouveaux courants de réfugiés. Il y a par ailleurs lieu de souligner que les femmes devraient être mieux représentées au sein du personnel du HCR et des organismes qui coopèrent à l'exécution de ses activités.

2. Le rapatriement librement consenti des réfugiés dans la sécurité et la dignité est assurément la solution la plus durable. En 1991, des plans ont été mis au point pour le retour des réfugiés d'Afrique du Sud, du Cambodge et du Sahara occidental, et il existe de bonnes perspectives de retour pour les réfugiés de plusieurs autres régions. Un rapatriement librement consenti réussi demande cependant que d'autres organismes jouent leur rôle tant avant qu'après le rapatriement proprement dit en créant des conditions favorables au retour et en offrant des services qui permettent aux réfugiés de se suffire à eux-mêmes.

3. Le HCR a beaucoup progressé dans l'élaboration des Principes directeurs sur la protection des femmes réfugiées, mais celles-ci doivent participer plus activement à toutes les étapes de la planification et de l'exécution des activités d'assistance et de protection. L'action en leur faveur doit être fondée sur le principe de l'intégration. La pleine application de ces principes directeurs requiert un engagement manifeste de la part des cadres responsables, une entière fiabilité du personnel sur le terrain, une formation élargie et que des fonctionnaires se consacrent exclusivement aux activités de protection et d'assistance aux femmes et aux enfants réfugiés.

(Mme Lafontant-Mankarious, Etats-Unis)

4. Une tâche redoutable attend le Haut Commissaire en 1992, mais l'appui des Etats, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies devrait lui permettre de la mener à bien.

5. M. SIR EL KHATIM (Soudan) dit que sa délégation est reconnaissante au Secrétaire général de ses efforts pour remédier à la situation humanitaire critique dans la corne de l'Afrique et se félicite de la création d'un programme spécial d'urgence pour cette région. Il est également sensible aux efforts déployés par le HCR pour alléger la lourde charge revenant aux pays qui accueillent les réfugiés.

6. La population soudanaise offre depuis 30 ans une hospitalité généreuse aux réfugiés. Malgré le lourd fardeau que cela représente, le Gouvernement soudanais reste attaché au respect des conventions internationales et régionales sur les réfugiés et continue de protéger et d'assister ces derniers. La communauté internationale doit cependant tenir compte de ces sacrifices et contribuer à la lourde tâche de développer les régions où se trouvent les réfugiés. La délégation soudanaise demande donc une aide rapide et adéquate. L'aide au développement en faveur des réfugiés est essentielle, car elle en fait des producteurs, plutôt que de simples bénéficiaires. Une atmosphère favorable au rapatriement librement consenti existe actuellement dans la région et les accords conclus avec les Gouvernements éthiopien et tchadien sont encourageants. Un appui de la communauté internationale est toutefois nécessaire. La stabilité politique, la sécurité et l'accès aux services de base dans le pays d'origine sont également des facteurs déterminants.

7. La présence prolongée de réfugiés a eu une incidence sur l'environnement; l'abattage continu d'arbres pour fournir du bois de chauffage a ainsi entraîné l'érosion des sols et la désertification. La communauté internationale doit étudier cette situation et mobiliser des ressources suffisantes à cet égard. Il faudrait aborder cette question lors de la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

8. M. Sir El Khatim réitère l'appel au financement de projets d'aide au développement dans les régions où se trouvent les réfugiés, que l'Assemblée générale a lancé dans sa résolution 45/160 sur la situation des réfugiés au Soudan. Il a en effet fallu réduire l'ampleur de certains projets compte tenu du caractère insuffisant des contributions reçues par le HCR. Le Gouvernement soudanais offre actuellement un taux de change favorable pour encourager les institutions spécialisées à exécuter leurs projets dans le pays.

9. La délégation soudanaise se félicite des idées et suggestions avancées par le Haut Commissaire, notamment en ce qui concerne les mesures préventives, et s'engage à continuer de coopérer avec le HCR.

10. M. Jong Moon CHOI (République de Corée) dit que sa délégation éprouve des sentiments partagés au sujet de la situation actuelle et future des réfugiés dans le monde. Si elle salue sans réserve les réalisations du HCR en matière de protection et d'assistance aux réfugiés, elle n'en est pas moins consternée par les tristes réalités qui viennent entraver les efforts déployés pour soulager leur situation tragique et rendent nécessaire un élargissement du mandat du HCR. Le HCR a dû, au fil des ans, accroître et diversifier ses activités pour s'adapter aux vastes mouvements de population qu'ont entraînés les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme.

11. La prévention est manifestement la solution la plus efficace. Les systèmes d'alerte rapide atténueront et pourront même parfois éliminer les incidences du problème des réfugiés. Le système expérimental d'alerte rapide du HCR mérite d'être examiné et renforcé et devrait fonctionner en coopération plus étroite avec les systèmes analogues mis au point par d'autres organismes des Nations Unies.

12. La coopération interinstitutions ne devrait toutefois pas être limitée aux systèmes d'alerte rapide, étant donné l'extrême ampleur du problème des réfugiés. L'UNICEF et l'Unesco ont par exemple entrepris un programme conjoint d'aide à l'enseignement pour les réfugiés et l'on pourrait envisager d'appliquer ce type de programme à des domaines tels que la santé, les transports et l'alimentation. Pendant la crise du golfe Persique, les institutions des Nations Unies et d'autres organisations concernées ont mis en oeuvre un plan d'action humanitaire conjoint qui a permis de répondre efficacement aux multiples aspects de la crise. Le HCR s'est chargé de la gestion des camps, alors que la fourniture de denrées alimentaires et de services médicaux et de transports a été assurée par les organisations les plus à même de le faire. La République de Corée est en faveur d'une coopération systématique et institutionnalisée.

13. Toute approche d'ensemble implique que l'on remédie aux problèmes fondamentaux à l'origine des courants de réfugiés, tels que les luttes intestines et les violations des droits de l'homme, mais le développement se révèle être l'un des facteurs les plus importants à cet égard. La promotion du développement pourrait avoir un double effet en désamorçant le mouvement qui pousse les réfugiés à fuir la misère tout en réunissant les conditions nécessaires au rapatriement librement consenti. La République de Corée sait que le mandat et les ressources limitées du HCR l'empêchent de s'occuper de développement, ce qui ne lui ôte pas toutefois la possibilité de jouer un rôle de catalyseur et d'obtenir ainsi des résultats non négligeables.

14. Malgré les contraintes financières, il importe de donner la priorité absolue aux enfants réfugiés. Ils retourneront un jour mener une vie normale dans leur pays, mais sauver la vie d'un enfant ne suffit pas si on ne lui donne pas des bases solides pour affronter l'avenir. Il faudrait étudier en détail toutes les possibilités d'éviter que les opérations en faveur des réfugiés soient encore tributaires de contributions ponctuelles.

(M. Jong Moon Choi, République de Corée)

15. En conclusion, la délégation de la République de Corée note avec satisfaction l'accord conclu récemment entre l'Afrique du Sud et le HCR, définissant les conditions de rapatriement des exilés et réfugiés.

16. M. VILLAGRAN DE LEON (Guatemala), parlant tant au nom des délégations du Costa Rica, d'El Salvador, du Honduras et du Nicaragua que de celle du Guatemala, déclare que ces pays se félicitent de la récente visite du Haut Commissaire en Amérique centrale et de sa participation à la réunion du Comité de suivi créé par la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale qui s'est tenue à Managua. Les pays d'Amérique centrale travaillent en étroite coopération avec le HCR et apprécient ses conseils et son assistance humanitaire. Conformément aux engagements pris au titre des objectifs de paix de l'Accord d'Esquipulas II, leurs gouvernements coopèrent actuellement avec le HCR au rapatriement librement consenti des réfugiés. Il importe de protéger ces derniers et de garantir leurs droits fondamentaux, leur sécurité et leur bien-être, en attendant qu'ils retournent dans leur pays de leur plein gré en toute sécurité ou qu'ils s'installent ailleurs, selon ce qu'ils auront eux-mêmes choisi. Il s'agit d'un processus graduel, qui requiert des mesures lors de ses différents stades d'application, à commencer par la protection des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées, qui constituent la majeure partie des réfugiés.

17. Les délégations des cinq pays d'Amérique centrale partagent les préoccupations dont fait état le Haut Commissaire dans son rapport au sujet de la détérioration sans précédent de la situation globale des réfugiés et du lourd fardeau imposé aux pays d'accueil, dont la plupart sont des pays en développement déjà confrontés à d'énormes difficultés. On a toutefois enregistré certains faits nouveaux encourageants, tels que l'adoption de plans régionaux d'ensemble pour trouver des solutions durables et la création de nouveaux mécanismes, comme la Commission tripartite. La Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale et son plan d'action concerté ont représenté un pas en avant dans le processus régional de paix amorcé par l'Accord d'Esquipulas II. La Conférence avait pour objectifs de consolider les progrès accomplis dans la protection des réfugiés et l'assistance en leur faveur, d'élaborer des programmes pour trouver des solutions durables, de s'assurer du concours de la communauté internationale et de mobiliser des ressources pour le rapatriement librement consenti et l'intégration des réfugiés. Les mesures de suivi comprennent la création de comités de coordination et de groupes de soutien nationaux dans chaque pays, avec l'assistance du HCR et du PNUD. La Conférence a notamment conclu qu'il importait que le système des Nations Unies continue de fournir une aide.

18. Les progrès accomplis sur la voie de la paix et de la réconciliation en Amérique centrale suscitent néanmoins de nouvelles difficultés liées aux conséquences du rapatriement des réfugiés pour d'autres groupes de la population et à la persistance des migrations internes. Une période de transition sera nécessaire entre l'assistance d'urgence et l'intégration des rapatriés. Le Comité de suivi a décidé de créer un cadre pour la coopération

(M. Villagran de Leon, Guatemala)

avec les organisations non gouvernementales et la communauté internationale, tout en renforçant les mécanismes de suivi nationaux. Les gouvernements des cinq pays d'Amérique centrale ont fait preuve de leur volonté de créer les conditions nécessaires au rapatriement de milliers de réfugiés. Ils ont mis au point des stratégies souples afin d'adapter le plan d'action aux situations régionales. Ils accordent toujours la priorité au rapatriement librement consenti et un certain nombre de camps de réfugiés ont déjà été fermés. Le retour des réfugiés sera suivi d'efforts de reconstruction afin de faciliter leur réadaptation et leur intégration dans toutes les sphères de la vie productive.

19. M. PADILLA (Philippines) indique que les changements politiques qui secouent le monde actuellement contribuent à créer des conditions favorables au règlement de certains problèmes de réfugiés. Les Philippines sont d'avis que le HCR doit élaborer une stratégie prospective axée sur la prévention et portant sur l'ensemble des problèmes des réfugiés. M. Padilla se félicite du travail accompli par le Groupe de travail sur les solutions et la protection pour identifier les personnes qui ont besoin d'une protection internationale. L'établissement d'une distinction entre les véritables réfugiés et les migrants économiques permettrait de déterminer les moyens d'éviter les exodes.

20. M. Padilla convient qu'il faut améliorer la capacité d'intervention en cas d'urgence et les mécanismes de réaction du Haut Commissariat, et approuve les dispositions qui lui permettraient d'exploiter pleinement le potentiel politique et humanitaire du système des Nations Unies, en le dotant notamment d'une réserve de fonds, de personnel et d'installations supplémentaires ainsi que d'un secrétariat interinstitutions permanent. Les Philippines se félicitent de la décision de créer un nouveau poste de coordonnateur des enfants réfugiés au sein du HCR, qui aidera à répondre aux besoins de l'un des groupes les plus vulnérables.

21. Les Philippines soutiennent tous les efforts accomplis en vue d'un rapatriement librement consenti - solution la plus souhaitable - et se félicitent des approches régionales et globales adoptées par la Conférence internationale sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Amérique centrale, ainsi que dans le Plan d'action global sur les réfugiés indochinois, par exemple.

22. En tant que pays de premier accueil, les Philippines offrent un asile temporaire à quelque 25 000 réfugiés indochinois. Le Plan d'action global doit être appliqué de manière coordonnée, en pleine coopération avec les pays d'origine, les pays de premier accueil, les pays de réinstallation et les pays donateurs. L'exécution du Plan devrait aboutir à la réinstallation de tous les réfugiés et au rapatriement de tous ceux qui n'ont pas le statut de réfugié.

23. La délégation philippine est reconnaissante à la Communauté européenne pour son programme de réinstallation et de réintégration au Viet Nam des réfugiés de ces pays tout en soulignant qu'il incombe aux pays d'origine la

(M. Padilla, Philippines)

responsabilité de créer des conditions tendant à éviter l'exil forcé et à encourager le retour des réfugiés. Compte tenu de la signature des accords de Paris sur le Cambodge, il importe que la communauté internationale soutienne sans réserve le rapatriement des personnes déplacées et des réfugiés cambodgiens sous l'égide du HCR et qu'elle attache tout autant d'importance à la reconstruction du Cambodge pour éviter que le retour des réfugiés ne provoque des situations d'urgence.

24. Les Philippines demandent la pleine application du Plan d'action d'Oslo sur la situation tragique des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe. Elles s'inquiètent vivement de voir que la situation dans la région ne s'est pas essentiellement améliorée. La communauté internationale doit se pencher sur cette question et fournir des ressources supplémentaires pour les secours d'urgence.

25. M. ELARABY (Egypte) dit que les changements positifs qui se sont produits dans le monde n'ont pas encore abouti à une restructuration fondamentale du système économique international, faute de laquelle la situation socio-économique des pays en développement continuera de se détériorer.

26. De surcroît, au cours de l'année écoulée, plusieurs crises et catastrophes ont provoqué au Moyen-Orient et en Afrique des exodes sans précédent dans un très court laps de temps, ce qui fait ressortir la nécessité de revoir la définition des notions de réfugiés et de personnes susceptibles de bénéficier d'une protection au titre des conventions pertinentes des Nations Unies. Il faut éviter de s'en tenir strictement aux concepts rigides d'une époque révolue pouvant entraver l'aide humanitaire. A cet égard, la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique ainsi que la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés peuvent offrir des orientations dans une grande mesure. Les recommandations du Groupe de travail sur les solutions et la protection, qui portent sur une vaste gamme de situations de réfugiés, constituent un pas concret important dans la bonne direction. Il importe de coordonner les activités du système des Nations Unies et celles de tous les autres organismes internationaux compétents afin de réagir rapidement aux situations d'urgence et de prendre les mesures de prévention qui s'imposent. Le Comité international de la Croix-Rouge a joué un rôle constructif en prêtant son précieux concours dans de nombreuses situations d'urgence, notamment en cas de conflit armé.

27. L'énorme accroissement du nombre des réfugiés appelle des ressources supplémentaires, alors que les crédits alloués aux programmes généraux du HCR n'ont pas augmenté. La délégation égyptienne rend hommage au HCR qui a réussi à passer du déficit enregistré en 1989 à un excédent en 1990, et se félicite du concours des pays donateurs qui a permis au HCR de s'acquitter de son mandat pendant la crise du Golfe.

(M. Elaraby, Egypte)

28. Toutefois, cette réussite du HCR en matière de gestion financière est aussi le résultat de nombreuses restrictions dans l'affectation des ressources limitées au titre des programmes existants. Dans certains cas, le HCR n'a pas pu, de ce fait, dûment s'occuper d'importantes composantes des programmes de secours, telles que l'éducation et l'environnement, notamment en Afrique. L'efficacité dont le HCR a fait preuve pour venir à bout d'importantes crises montre qu'il faut augmenter les ressources et redoubler d'efforts en vue d'accroître la capacité de prévention du HCR ainsi que du système des Nations Unies d'une manière générale.

29. L'Egypte appuie sans réserve les efforts du HCR et de tous les autres organismes internationaux compétents dans le domaine de l'aide humanitaire. Elle s'efforce par tous les moyens de promouvoir la médiation comme moyen pacifique de règlement des conflits régionaux en Afrique et au Moyen-Orient afin d'éliminer les causes de migration. Les succès remportés par le HCR face aux problèmes des réfugiés en Asie, en Amérique centrale et en Afrique ainsi qu'à l'égard des situations d'urgence dans le Golfe et en Afrique occidentale sont certes dignes d'éloges. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour assurer la protection internationale voulue aux milliers de réfugiés de nombreuses régions du monde, notamment en Palestine et en Afrique. Il faut que la communauté internationale s'attaque aux causes premières, à savoir la pauvreté, la dégradation sociale, l'oppression, la persécution et les violations des droits de l'homme et des droits des peuples.

30. Mme SYAHRUDDIN (Indonésie) souligne qu'il importe de mieux comprendre les causes profondes du processus interminable de migrations massives ainsi que des problèmes des réfugiés. La création d'un système d'alerte rapide permettrait à la communauté internationale de réagir promptement aux situations de crise et d'éviter peut-être les migrations. La délégation indonésienne constate avec satisfaction combien le HCR est attaché à la coopération interinstitutions, qui devrait compléter ses activités et lui permettre de mieux répondre aux situations présentes et futures.

31. L'Indonésie se félicite des indices encourageants de progrès en Amérique latine et dans les Caraïbes mais est profondément inquiète devant la persistance des difficultés auxquelles se heurtent les réfugiés en Afrique. L'Indonésie offre un appui et une aide humanitaire aux réfugiés en Afrique et souligne qu'il est essentiel que la communauté internationale partage ce fardeau afin de trouver des solutions justes et durables.

32. Les événements tragiques de la région du Golfe et l'actuelle situation des réfugiés au Moyen-Orient sont une source de profonde préoccupation pour l'Indonésie qui a fourni des vivres et des secours aux réfugiés dans la région et espère que l'on trouvera rapidement une solution. La récente conférence de paix tenue à Madrid marque peut-être un premier pas vers une solution du long problème des réfugiés palestiniens.

(Mme Syahrudin, Indonésie)

33. En Asie du Sud-Est, des efforts considérables ont été déployés pour mettre en oeuvre le Plan d'action global sur les réfugiés indochinois qui constitue un moyen efficace de s'attaquer au problème et devrait être intégralement appliqué. Le Programme d'organisation méthodique des départs a été élargi et progresse de façon satisfaisante. Malheureusement, les pays de la région ont connu un nouvel afflux de "migrants économiques". Deux problèmes concrets continuent de se poser : le rapatriement des personnes ne pouvant prétendre au statut de réfugié et la réduction des départs clandestins. Dans les camps de réfugiés, un nombre croissant de personnes n'ayant pas le statut de réfugié refusent le rapatriement, ce qui préoccupe vivement l'Indonésie et appelle une solution d'urgence.

34. Le Gouvernement indonésien se félicite des programmes de réinstallation entrepris jusqu'à présent et espère que les pays de réinstallation élargiront encore leurs quotas proportionnellement au nombre accru de nouveaux arrivants dans les pays de premier accueil. En outre, les pays qui s'opposent au rapatriement forcé des personnes qui ne sont pas susceptibles de bénéficier du statut de réfugié devraient proposer des solutions efficaces de compromis au lieu de laisser les pays de premier accueil supporter indéfiniment le fardeau. L'idée de créer un centre régional d'accueil de ces personnes est excellente.

35. En Indonésie, le nombre des réfugiés a augmenté et s'élève à près de 20 000 personnes, dont des mineurs non accompagnés. L'Indonésie souhaiterait tout particulièrement que l'on examine en priorité le cas des mineurs et des enfants non accompagnés et que l'on veuille à leur assurer les droits que leur reconnaît la Convention relative aux droits de l'enfant. Mme Syahrudin exprime enfin la reconnaissance de son pays pour les efforts déployés par le HCR et réaffirme l'engagement de l'Indonésie à l'égard de la mise en oeuvre du Plan global d'action.

36. M. IBRAHIM (Djibouti) remarque que les récents événements qui ont bouleversé la corne de l'Afrique ont entraîné de nouvelles vagues de réfugiés et qu'il y a maintenant plus de 22 millions de personnes menacées par la famine. Les causes principales de cette situation sont les guerres civiles, les sécheresses quasi chroniques et la pauvreté généralisée. Les pays qui supportent le fardeau de ces populations déplacées sont ceux qui sont les moins à même de le faire. Djibouti est profondément reconnaissant aux pays amis, aux organismes du système des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales pour l'appui qu'ils lui ont apporté, ainsi qu'au Secrétaire général pour son engagement personnel.

37. Depuis son indépendance, Djibouti s'est trouvé confronté aux problèmes des réfugiés. Malgré ses ressources limitées, Djibouti a toujours accueilli des réfugiés et s'est efforcé de trouver des solutions durables avec l'aide du HCR. Le nombre de réfugiés à Djibouti s'élève à près de 100 000 personnes, et cette situation pèse sur le développement économique et social du pays. La surpopulation et la destruction d'arbres provoquent d'autre part la dégradation de l'environnement.

(M. Ibrahim, Djibouti)

38. Bien qu'il figure parmi les pays les moins avancés, Djibouti continuera à s'efforcer de subvenir aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées et à assurer leur protection conformément à ses obligations humanitaires.

39. M. Ibrahim se réjouit du dialogue engagé sur la manière de renforcer la coordination pour rendre plus efficace et plus rapide l'aide humanitaire au niveau du système des Nations Unies. Il se félicite du nouveau mécanisme d'intervention rapide du HCR et accueille avec satisfaction la proposition visant à créer un fonds de réserve.

40. Il importe que les secours d'urgence soient intégrés dans un cadre plus général prenant en compte la dimension que constitue le développement; la réhabilitation, la reconstruction et le développement devraient faire partie des efforts de solidarité de la communauté internationale. Bien que le développement en soi ne relève pas du mandat du HCR, celui-ci devrait s'efforcer d'inciter les pays donateurs et les organismes de développement à orienter leurs efforts vers des solutions durables. M. Ibrahim constate avec satisfaction qu'au nombre des priorités du HCR figure le rapatriement librement consenti, et il se félicite de sa résolution de jouer un rôle de "catalyseur".

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT SOCIAL (suite)

- a) QUESTIONS RELATIVES A LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES AGEES, AUX PERSONNES HANDICAPEES ET A LA FAMILLE (suite)
(A/C.3/46/L.4, L.5*, L.6, L.18, L.19, L.21, L.24)

Projet de résolution A/C.3/46/L.4 et amendement y relatif (A/C.3/46/L.24)

41. M. KONIG (Allemagne) dit que l'amendement apporté par sa délégation (A/C.3/46/L.24) au projet de résolution A/C.3/46/L.4 sur le suivi des plans et programmes d'action internationaux dans le domaine du développement social est de nature procédurale et vise à permettre au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires de continuer d'appliquer les principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale. Il donne lecture de plusieurs rectifications qu'il convient d'apporter au texte du projet de résolution ainsi qu'à l'amendement y relatif.

42. Le projet de résolution A/C.3/46/L.4, tel qu'amendé par l'Allemagne, est adopté sans être mis aux voix.

Projet de résolution A/C.3/46/L.5*

43. Le projet de résolution A/C.3/46/L.5* est adopté sans être mis aux voix.

Projet de résolution A/C.3/46/L.6

44. Le projet de résolution A/C.3/46/L.6 est adopté sans être mis aux voix.

Projet de résolution A/C.3/46/L.19

45. Le projet de résolution A/C.3/46/L.19 est adopté sans être mis aux voix.

Projet de résolution A/C.3/46/L.18

46. M. GANSUKH (Mongolie), présentant le projet de résolution A/C.3/46/L.18 au nom des auteurs, annonce que l'Australie, le Bélarus, le Burkina Faso, Cuba, El Salvador, le Guatemala, la Guinée, l'Inde, le Mozambique, la République populaire démocratique de Corée, le Sénégal, la Thaïlande et le Viet Nam s'en sont portés coauteurs.

47. Aussi bien l'Année internationale de l'alphabétisation que la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous sont le fruit d'initiatives communes nées de la conscience du fait que la situation actuelle en matière d'éducation aura un impact considérable sur les futures conditions sociales dans le monde entier. Si ces manifestations ont marqué un jalon dans la lutte pour l'alphabétisation, la persistance de l'analphabétisme fait de la promotion de l'éducation l'une des tâches les plus urgentes auxquelles la communauté internationale doit faire face. Le succès des projets exécutés en la matière en Asie et dans le Pacifique, en Afrique et en Amérique latine dépend de l'appui de tous les Etats.

48. Les auteurs du projet à l'examen estiment qu'il est essentiel que l'ONU s'inspire de l'exemple de l'Unesco et continue d'assurer le suivi des progrès de l'alphabétisation et procède, lors de la cinquantième session de l'Assemblée générale, à un examen, à mi-parcours de la décennie, des progrès réalisés et des problèmes rencontrés dans ce domaine. Les auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté par consensus.

49. Mme ZADOFF (Costa Rica) et M. BANDARA (Sri Lanka) annoncent que leurs délégations souhaitent se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.3/46/L.18.

Projet de résolution A/C.3/46/L.21

50. Mme SAMONTE-LIMJUCO (Philippines), présentant le projet de résolution A/C.3/46/L.21 sur l'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées au nom de ses auteurs, dit que ces derniers sont profondément conscients de la nécessité d'orienter vers l'action le Programme des Nations Unies sur l'incapacité qui visait principalement jusqu'à présent à sensibiliser le public. Une modification a été apportée au libellé du paragraphe 8 du projet de résolution qu'il y a lieu de lire comme suit :

"8. Prie également le Secrétaire général de conclure au cours de 1992 la révision de la traduction du Programme d'action mondial dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, notamment en ce qui concerne les termes 'impairment', 'disability', 'handicap' et 'disabled person';".

(Mme Samonte-Limjuco, Philippines)

51. Les Directives de Beijing applicables à la création ou au renforcement des comités nationaux de coordination dans le domaine de l'invalidité, dont il est question aux paragraphes 6 et 9, n'ont pas encore été traduites dans toutes les langues officielles de l'Organisation. Mme Zadoff espère que lesdites traductions seront mises aussitôt que possible à la disposition de la Commission pour que celle-ci puisse donner suite au projet de résolution.

52. M. FISSENKO (Bélarus) dit que sa délégation souhaite se porter coauteur du projet de résolution A/C.3/46/L.21.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)
(A/C.3/46/L.23)

Projet de décision A/C.3/46/L.23

53. Le projet de décision A/C.3/46/L.23 est adopté sans être mis aux voix.

54. M. TISSOT (Royaume-Uni) demande au Président de bien vouloir confirmer que les projets de résolution et de décision à l'examen à la présente séance n'ont aucune incidence sur le budget-programme.

55. Le PRESIDENT répond que, d'après le Secrétariat, ces projets de résolution et de décision n'ont aucune incidence sur le budget-programme.

POINT 93 DE L'ORDRE DU JOUR : DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite)
(A/C.3/46/L.10/Rev.1, L.13/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/46/L.10/Rev.1

56. M. HERVO-AKENDENGUE (Gabon) présente le projet de résolution A/C.3/46/L.10/Rev.1 au nom des Etats Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des Etats d'Afrique et donne lecture de petits changements apportés à ce projet.

57. M. MOR (Israël) regrette que le projet de résolution révisé ne se fasse pas l'écho des négociations historiques qui ont récemment eu lieu à Madrid et qui sont le fondement des efforts de paix au Moyen-Orient. La prévention contre son pays dont sont manifestement empreints les projets de résolution ne fait qu'en affaiblir la portée générale.

58. Le FRESIDENT fait remarquer que le projet de résolution vient simplement d'être présenté et qu'on lui donnera suite ultérieurement.

Projet de résolution A/C.3/46/L.13/Rev.1

59. Mme OGUNLEYE (Nigéria), prenant la parole au nom des auteurs, déclare que le Viet Nam s'est retiré de la liste des coauteurs du projet de résolution A/C.3/46/L.13/Rev.1, alors que le Ghana s'est joint en revanche à ses

(Mme Ogunleye, Nigéria)

auteurs. Le paragraphe 10 du projet de résolution a été modifié comme suit : "Prie le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de présenter à l'Assemblée générale ... un rapport..." et prend fin après les mots "mis en relief dans le rapport précédent". Les auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté par consensus.

60. Mme MANSARAY (Sierra Leone) dit que sa délégation souhaite se porter coauteur du projet de résolution A/C.3/46/L.13/Rev.1.

La séance est levée à 12 h 15.